

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 22 septembre 2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2022

### **Partie nominative**

#### **TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen**

Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder  
CS 30831  
67410 ROHRWILLER

Affaire suivie par : HEINTZ Jeremie  
Téléphone : 03 88 13 06 25  
Courriel : jeremie.heintz@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 0006700414 JH/AR

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 05/09/2022 de l'établissement TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen implanté Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder CS 30831 67410 ROHRWILLER. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- Monsieur HEINTZ Jeremie, Service prévention des risques anthropiques, Pôle risques chroniques, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- Madame LEROY Nathalie responsable environnement et relations administration TEPF
- Monsieur SIEGEL Christophe chef d'agence AECOM OBERNAI AECOM

Rédacteur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement HEINTZ Jérémie	L'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines : Sébastien CODINA
	Par délégation

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 05/09/2022 de l'établissement TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen implanté Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder CS 30831 67410 ROHRWILLER, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Service prévention des risques anthropiques  
14 Rue du Bataillon de Marche 24  
67200 STRASBOURG

STRASBOURG, le 22 septembre 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 05/09/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



### **TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen**

Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder  
CS 30831  
67410 ROHRWILLER

Références : 0006700414

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/09/2022 dans l'établissement TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen implanté Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder CS 30831 67410 ROHRWILLER. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTAL PETROCHEMICALS FRANCE Oberhoffen
- Centre d'exploitation d'Oberhoffen-sur-Moder CS 30831 67410 ROHRWILLER
- Code AIOT : 0006700414
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Le site Total Pétrochimical France (TPF) à ROHRWILLER (67) a accueilli des activités de dépôt d'hydrocarbures pour lesquelles un arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 12 décembre 1966. Actuellement l'exploitant est Total Pétrochimical France (TPF) qui a été autorisé à reprendre les installations de la société ATOFINA S.A. par les arrêtés préfectoraux du 5 juin 2000, du 14 septembre 2004 et du 25 septembre 2006.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

Cessation d'activité

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2	/	Sans objet
3	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

TPF a notifié la cessation de ses activités le 30 septembre 2016 avec un arrêt effectif au 30 janvier 2017. Un récépissé sans frais a été délivré le 18 juillet 2017. En tant que propriétaire et exploitant, TPF a proposé un usage futur du site de type industriel à la communauté de communes de Bischwiller et environs, compétente en matière d'urbanisme. Son avis est réputé favorable à ce type d'usage futur depuis le 14 janvier 2017. L'usage futur est de type industriel. L'étude « Mémoire de réhabilitation et Analyse des Risques Résiduels » du 8 mars 2022 et le memorandum du 16 juin 2022 a conclu à la compatibilité avec un usage de type industriel.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Cessation d'activité

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/07/2011, article R 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, notification et mise en sécurité
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I.-Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, gestion des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p>
<b>Constats :</b> L'ancien dépôt TPF d'Oberhoffen-sur-Moder, s'étend sur une superficie d'environ 32,2 ha. Le dépôt comprenait 4 réservoirs d'une capacité unitaire 30 000 m <sup>3</sup> (F1, F2, F3, F4), un réservoir de capacité 60 000 m <sup>3</sup> (F7) et un bac de 2 000 m <sup>3</sup> (F11). Ces réservoirs étaient dédiés au stockage de produits pétroliers de type « naphta ». Un étang ainsi que plusieurs bâtiments étaient également présents : salle de contrôle, garage incendie, magasin-exploitation, postes électriques ainsi que des ouvrages divers (massifs, bassins, cuves, pomperie, manifold...). Le dépôt est enclavé dans un site plus grand, d'une superficie totale d'environ 50 ha, géré avec deux autres industriels (SPLRL et SPSE). Il est rappelé que SPSE gère le pipeline pour TPF, mis en sécurité sous atmosphère d'azote, reliant le site d'Oberhoffen à la plateforme TPF de Carling. SPSE, dans le cadre de sa mission, dispose d'une servitude d'accès aux installations, notamment à une gare « racleur » située dans l'emprise du site TPF. Les installations ont été démolies à l'exception de la gare de raclage hors du site ICPE. Le site ne comporte plus de déchets et de produits. L'interdiction d'accès est en place et le site est surveillé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 15/04/2010, article R 512-39-2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, consultation sur l'usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage sont libérés et que l'état dans lequel doit être remis le site n'est pas déterminé par l'arrêté d'autorisation, le ou les types d'usage à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article.</p> <p>II. — Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-39-1, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</p> <p>En l'absence d'observations des personnes consultées dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant, leur avis est réputé favorable.</p> <p>L'exploitant informe le préfet et les personnes consultées d'un accord ou d'un désaccord sur le ou les types d'usage futur du site.</p> <p>III. — A défaut d'accord entre les personnes mentionnées au II et après expiration des délais prévus au IV et au V, l'usage retenu est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.</p> <p>IV. — Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et au propriétaire du terrain, dans un délai de quatre mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au troisième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage prévu au III avec l'usage futur de la zone tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions de types d'usage pour le site.</p> <p>V. — Dans un délai de deux mois après réception du mémoire, ou de sa propre initiative dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord prévue au troisième alinéa du II, et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et du propriétaire des terrains, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée selon les critères mentionnés au troisième alinéa de l'article L. 512-6-1. Il fixe le ou les types d'usage qui devront être pris en compte par l'exploitant pour déterminer les mesures de remise en état.</p>
<b>Constats :</b> En tant que propriétaire et exploitant, TPF a proposé un usage futur du site de type industriel à la communauté de communes de Bischwiller et environs, compétente en matière d'urbanisme. Son avis est réputé favorable à ce type d'usage futur depuis le 14 janvier 2017.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

<b>N° 3 : Cessation d'activité</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/03/2017, article R 512-39-3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, compatibilité avec l'usage futur
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. — Lorsqu'une installation classée soumise à autorisation est mise à l'arrêt définitif, que l'arrêt libère des terrains susceptibles d'être affectés à nouvel usage et que le ou les types d'usage futur sont déterminés, après application, le cas échéant, des dispositions de l'article R. 512-39-2, l'exploitant transmet au préfet dans un délai fixé par ce dernier un mémoire précisant les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation. Les mesures comportent notamment :</p> <p>1° Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ;</p> <p>2° Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ;</p> <p>3° En cas de besoin, la surveillance à exercer ;</p> <p>4° Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage.</p> <p>Pour les installations visées à la section 8 du chapitre V du présent titre, le mémoire contient en outre l'évaluation et les propositions de mesures mentionnées à l'article R. 515-75.</p> <p>II. — Au vu notamment du mémoire de réhabilitation, le préfet détermine, s'il y a lieu, par arrêté pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45, les travaux et les mesures de surveillance nécessaires. Ces prescriptions sont fixées compte tenu de l'usage retenu en tenant compte de l'efficacité des techniques de réhabilitation dans des conditions économiquement acceptables ainsi que du bilan des coûts et des avantages de la réhabilitation au regard des usages considérés.</p> <p>III. — Lorsque les travaux prévus dans le mémoire ou prescrits par le préfet sont réalisés, l'exploitant en informe le préfet.</p> <p>L'inspecteur de l'environnement disposant des attributions mentionnées au 2° du II de l'article L. 172-1 constate par procès-verbal la réalisation des travaux. Il transmet le procès-verbal au préfet qui en adresse un exemplaire à l'exploitant ainsi qu'au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain.</p> <p><b>Constats :</b> Des travaux de dépollution ont eu lieu en 2020 et 2021. Ils ont consisté en l'excavation de terres impactées et l'écémage de flottant pompé après l'accès au toit de la nappe. Les remblaiements ont été faits avec des matériaux issus du site.</p> <p>Compte-tenu de la présence d'espèces protégées au droit du site, floristique et faunistique (Crapaud Calamite et Grand Corbeau notamment), les travaux menés sont encadrés par un arrêté préfectoral portant dérogation aux interdictions au titre des espèces protégées daté du 13 février 2020, qui précise les conditions et les mesures compensatoires à mettre en œuvre pour la protection de ces espèces.</p> <p>À l'issue des travaux les pollutions résiduelles sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• dans les sols, une concentration maximum de 751 mg/kg pour les hydrocarbures totaux et 90 mg/kg pour les hydrocarbures aromatiques polycycliques ;</li> <li>• dans les eaux souterraines une détection ponctuelle sur un piézomètre d'hydrocarbures (31,5 µg/l) pour les analyses entre novembre 2020 et mai 2021 sur un réseau de 8 piézomètres.</li> </ul>



L'étude « Mémoire de réhabilitation et Analyse des Risques Résiduels » du 8 mars 2022 récapitule les travaux et les diagnostics des différents milieux.

Le memorandum du 16 juin 2022 a étudié les scénarios suivants :

- l'exposition des futurs employés du site par inhalation potentielle de vapeurs provenant du sous-sol à l'intérieur d'un bâtiment. Pour ce scénario, une exposition professionnelle représentative de la population active française a été retenue (à savoir 8 heures par jour, 220 jours par an pendant 42 années) ;
- l'exposition du futur personnel de maintenance du site par inhalation potentielle de vapeurs provenant du sous-sol en extérieur. Compte-tenu de la nature de l'activité nécessaire pour ce type d'installations, une présence plus occasionnelle de futurs employés a été considérée pour ce scénario (à savoir 4 heures par jour, 44 jours par an pendant 42 années).

Pour chacun de ces deux scénarios, les niveaux de risques quantifiés sont inférieurs, à la fois pour les effets à seuil et pour les effets sans seuil, aux valeurs de référence actuellement en vigueur. Dans ce contexte, l'étude a conclu à la compatibilité de l'état environnemental du site avec un usage futur comparable à celui de la dernière période d'activité, à savoir de type industriel.

La prise d'une servitude d'utilité publique n'est pas justifiée pour ce site, en l'absence de dispositif passif nécessaire à la compatibilité avec l'usage prévu.

La parcelle 0003 de la section AN de la commune de OBERHOFFEN-SUR-MODER, soit l'intégralité du site, est compatible avec un usage industriel.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet